



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE



DIRECTION RÉGIONALE DE L'INDUSTRIE,  
DE LA RECHERCHE ET DE L'ENVIRONNEMENT  
D'ALSACE  
1, RUE PIERRE MONTET  
67082 STRASBOURG CEDEX

Strasbourg, le 13 janvier 2003

**RAPPORT  
DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES  
POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT**

**Objet : Installations classées pour la protection de l'environnement  
Régularisation administrative.  
Usine de fabrication de chocolats KRAFT FOODS (SUCHARD) à STRASBOURG**

**Réf. : Transmission préfectorale du 13 août 2002**

**P.j. : Projet d'arrêté**

**I. PRÉSENTATION DU DOSSIER**

**II. ENQUÊTE PUBLIQUE ET ADMINISTRATIVE**

**III. OBSERVATIONS DU RAPPORTEUR**

**IV. CONCLUSION DE LA DIRECTION RÉGIONALE DE L'INDUSTRIE, DE LA RECHERCHE ET DE L'ENVIRONNEMENT**

## **I. PRÉSENTATION DU DOSSIER**

La société SUCHARD-TOBLER a été autorisée par arrêté préfectoral du 15 décembre 1982 à exploiter des unités de fabrication de chocolat (tablettes) à STRASBOURG, 140-144 route de Colmar.

À ce jour, l'usine comporte 10 lignes de fabrication semi-automatisées totalisant une production de 23 789 tonnes de chocolats en 2001 et occupe 500 à 600 salariés selon les saisons. La "fabrication" se limite essentiellement au moulage et au conditionnement du chocolat livré en vrac à l'usine.

Le projet d'arrêté, objet du présent rapport, fait suite à des modifications faites dans l'usine, à des changements de la nomenclature des installations classées et à l'évolution de la réglementation (arrêté ministériel du 2 février 1998).

Les modifications principales sont : l'abandon des activités de torréfaction des fèves de cacao, de grillage des noisettes, de préparation du chocolat, le lancement de la fabrication de confiseries à l'alcool ou au pralin, la mise en place progressive de nouvelles installations de réfrigération, la suppression du stockage en silo du lait en poudre, l'aménagement d'une chaufferie...

Les changements au niveau du classement sont liés :

- au remplacement d'anciennes rubriques par des nouvelles (2220, 2260, 2910, 2920, 2925),
- et à l'augmentation progressive de la puissance absorbée par les installations de réfrigération qui a entraîné une modification du régime de classement (de la déclaration à l'autorisation pour la rubrique n° 2920).

À noter également les changements successifs de dénomination sociale de la société et la signature d'une convention de rejets avec la Communauté urbaine de STRASBOURG (en 1997).

## **II. ENQUÊTE PUBLIQUE ET ADMINISTRATIVE**

### **1. Enquête publique**

- a) L'enquête publique, prescrite par l'arrêté préfectoral du 21 mai 2002, s'est déroulée du 17 juin 2002 au 17 juillet 2002.

Aucune remarque n'a été consignée dans le registre d'enquête et aucune lettre n'a été adressée au Commissaire enquêteur pendant le délai de l'enquête.

- b) **Le Commissaire enquêteur** a donné un avis favorable à cette régularisation administrative le 29 juillet 2002 en indiquant notamment que :

- le projet n'a rencontré aucune opposition de la part du public,
- l'établissement KRAFT FOODS n'a globalement qu'un impact très limité sinon négligeable sur l'environnement,
- 5,5 MF ont été investis entre 93 et 99 pour la protection de l'environnement,
- un système de management SSE (Sûreté, Sécurité, Environnement) a été mis en place.

## 2. Enquête administrative

**La Direction régionale et départementale de l'agriculture et de la forêt** a émis les réserves suivantes :

« Le pétitionnaire évoque les risques de pollution accidentelle du milieu naturel par les eaux ayant servi à l'extinction d'un éventuel incendie, les dispositifs de confinement utiles en page 89. Il manque l'analyse d'un confinement au niveau des produits dangereux.

Les locaux de la société se situent en zone inondable. Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions pour se prémunir contre tous risques liés aux inondations.

Le pétitionnaire possède un forage pour ses besoins industriels. Il devra le rendre étanche pour éviter toute contamination.

Il est fait état des conséquences du rejet d'eaux chaudes sur le milieu naturel. Il devra prévoir l'enregistrement des températures de l'eau de la nappe en aval du rejet en un point à définir.

Il n'est pas fait état de bilan chiffré entre le volume prélevé et la ressource disponible au droit du forage. Le pétitionnaire devra fournir une note y étant relative.

Concernant le stockage de produits chimiques et dangereux, le pétitionnaire devra justifier les confinements et les rendre étanches.

Concernant le stockage des batteries et installations de recharge des batteries, le pétitionnaire devra prévoir et justifier des confinements et les rendre étanches.

Concernant l'évacuation et le traitement des eaux usées domestiques et des eaux usées industrielles, le pétitionnaire produira la convention de rejet et de traitement le liant au gestionnaire et au maître d'ouvrage du réseau avant que l'extension ne soit mise en service.

Le pétitionnaire prévoit de rejeter :

- les eaux pluviales de toiture directement dans le milieu naturel (le Rhin Tortu),
- les eaux pluviales de voirie après prétraitement partiel dans le milieu naturel (le Rhin Tortu) ; il doit prévoir un prétraitement sous forme de débourbeur, séparateur d'hydrocarbures (hydrocarbures inférieurs à 5 mg/l).

Il justifiera du dimensionnement du dispositif de rétention des eaux pluviales visant à réguler le débit entrant dans le milieu naturel. La régulation devra se faire à concurrence du débit décennal ruisselant sur la superficie totale de l'emprise du projet avant industrialisation. Le pétitionnaire présentera la note de calcul nécessaire à la détermination des volumes de rétention à mettre en œuvre.

Ces dispositions ne s'appliquent pas si l'exploitant est installé dans une zone d'activité bénéficiant d'une autorisation ayant déjà prescrit la régulation des rejets d'eaux pluviales.

Nota : le Rhin Tortu étant un cours d'eau domanial, le pétitionnaire devra obtenir l'autorisation du service gestionnaire du domaine public fluvial (Service de l'Il et Dépendances - Parc du Murgiesen - Boîte Postale n° 38 - 67151 ERSTEIN Cedex).

Concernant les hydrocarbures, le pétitionnaire devra préciser la façon de les stocker et de les utiliser, le mode de confinement éventuel ».

**La Direction départementale des affaires sanitaires et sociales** a donné un avis favorable en faisant les remarques suivantes :

« Mesures compensatoires

L'étude acoustique met en évidence au point 3 un dépassement de 1 dB (A) par rapport à l'émergence réglementaire autorisée. Un tel dépassement en période nocturne constitue une source de nuisances non négligeable.

Il conviendra donc de mettre en place des mesures adéquates visant à réduire l'émergence sonore à cet endroit.

Il est rappelé qu'en vertu de la loi n° 92-646 du 13 juillet 1992 relative à l'élimination des déchets ainsi qu'aux installations classées pour la protection de l'environnement : à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2002, les installations d'élimination des déchets par stockages ne seront autorisées à accueillir que des déchets ultimes.

L'exploitant devra donc s'assurer que les déchets acheminés vers le centre d'enfouissement technique de Hochfelden correspondent bien à des déchets ultimes. Dans le cas contraire, il conviendra de mettre en place une solution de remplacement avant le 1<sup>er</sup> juillet 2002 ».

**Le Service départemental d'incendie et de secours** a recommandé de respecter les dispositions contenues dans le dossier d'étude et de dangers, réalisé en collaboration avec l'APAVE Alsacienne et daté du 25 février 2002.

**Le Service interministériel régional des affaires civiles et économiques de défense et de la protection civile** a indiqué que le dossier présenté n'appelle pas d'observation du point de vue des impératifs de la protection civile sous réserve des remarques éventuelles du Service départemental d'incendie et de secours.

**La Direction départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, l'Agence de l'eau Rhin-Meuse et la Direction régionale de l'environnement** ont indiqué que ce dossier n'appelait pas d'observations particulières de leur part.

**3. Le Conseil municipal de STRASBOURG** a émis un avis favorable sous les réserves suivantes :

- les postes utilisateurs d'eau susceptibles de présenter un risque de retour soient équipés de dispositifs de protection adéquats,
- une ou plusieurs vannes de sectionnement sur le réseau de collecte des eaux pluviales soient installées et permettent d'éviter le rejet de produits déversés accidentellement ou des eaux d'extinction d'un éventuel incendie, directement dans le milieu naturel,
- un réseau de contrôle de la qualité des eaux souterraines au droit du site soit installé conformément aux règles de l'art,
- l'ancienne cuve enterrée ayant contenu du fuel lourd soit neutralisée, voire extraite et évacuée hors du site,
- les résidus de chocolat ne soient plus mis en décharge et que d'autres filières soient étudiées, en privilégiant la revalorisation matière,
- la couverture des frais de dépollution éventuels ainsi que la couverture des risques d'atteinte à l'environnement par une pollution qui se manifesterait de façon, lente, graduelle, progressive ou chronique, soient garanties par contrat d'assurances,
- l'entreprise informe systématiquement et immédiatement la Ville de STRASBOURG et le Service départemental d'incendie et de secours de tout incident survenant sur le site et des mesures prises pour y remédier et en éviter le renouvellement.

Il a pris par ailleurs acte des dispositions suivantes proposées par le pétitionnaire :

- installation d'un mur anti-bruit à proximité des compacteurs et en bordure de la rue Schachenfeld, d'ici la fin de l'année 2002,
- étude des possibilités de réduction des bruits émis par la chaufferie, d'ici la fin de l'année 2002,
- remplacement du fréon R22 par un fluide frigorigène de type HFC d'ici fin 2004.

### **III. OBSERVATIONS DU RAPPORTEUR**

#### **1. Examen des inconvénients et des risques inhérents à l'exploitation des installations**

Les principaux inconvénients et risques susceptibles d'être créés par le fonctionnement de ces installations sont le risque d'incendie et dans une moindre mesure le bruit.

Le risque d'incendie voire d'explosion n'est jamais écarté (présence de petits stocks d'alcools inflammables, de matières combustibles diverses, carton, plastique, ingrédients et notamment le sucre cristallisé stocké dans un silo, alimentation de la chaufferie au gaz naturel...).

Quant à la situation acoustique, elle n'est pas totalement satisfaisante (voir III-3-b).

En ce qui concerne les autres inconvénients et risques possibles, il peut être noté :

- l'utilisation de gaz naturel comme combustible (plus « propre » que le fioul),
- la quasi-absence de déchets spéciaux,
- un trafic induit très faible par rapport à la circulation urbaine sur la route de Colmar,
- que le problème des odeurs a été réglé par l'arrêt de la torréfaction des fèves de cacao et du grillage des noisettes sur place (respectivement en 1988 et 1993),
- que l'usine ne comporte pas de refroidisseurs atmosphériques (liés à ses installations de réfrigération) d'un type pouvant générer une contamination par légionella.

#### **2. Remarques sur l'utilisation de l'eau**

Il y a lieu de noter que le processus de fabrication n'utilise pas d'eau.

Les besoins en eaux (plus de 1 700 000 m<sup>3</sup>/an) sont surtout liés au refroidissement de certaines installations (compresseurs liés à la climatisation). Cette eau est puisée dans la nappe et rejetée dans le Rhin Tortu. L'eau tirée du réseau public d'eau potable (environ 50 000 m<sup>3</sup>/an) est surtout utilisée pour le lavage des installations (moules, sol...) et directement rejetée dans le réseau d'assainissement public raccordé à la station d'épuration collective de la Communauté urbaine de STRASBOURG (c'est à cet effet, qu'une convention a été établie en 1997).

#### **3. Dispositions prises ou à prendre pour réduire les principaux inconvénients et risques**

##### **a) Risque incendie**

L'usine est bien équipée et préparée pour lutter contre la survenance d'un feu (détection générale, matériel d'extinction, équipe d'intervention, plan de défense).

## **b) Bruit**

Une gêne potentielle (émergence sensiblement supérieure au seuil limite) due au bruit généré par le stockage des déchets à l'extérieur, par des extracteurs d'air en façade, et par la chaufferie peut apparaître du côté de la rue du Schachenfeld au niveau des quelques bâtiments occupés par des tiers (un restaurant, un garage de réparation automobile et une maison d'habitation situés au début de cette même rue et "coincés" entre la voie ferrée et l'usine "Suchard"). Quoique situé en pleine ville, l'ensemble du site est néanmoins classé en zone UX au Plan d'occupation des sols (réservé à l'industrie) et se trouve physiquement isolé (en particulier des zones habitées) par la voie ferrée au Nord, par la route de Colmar à l'Est et par le parking de l'usine, le Rhin Tortu et des zones naturelles à l'Ouest et au Sud.

D'autre part, des aménagements pour réduire le bruit ont déjà été réalisés tels que le capotage des brûleurs dans la chaufferie et l'isolation acoustique de compresseurs. De nouvelles dispositions devront être prises pour améliorer encore la situation du côté de la rue du Schachenfeld afin de respecter les émergences réglementaires.

## **4. Avis du rapporteur**

### **a) Sur l'enquête publique et administrative**

Le dossier n'a fait l'objet d'aucune remarque du public qui n'est donc pas a priori opposé à l'exploitation de cette usine.

Aucun avis défavorable n'a été donné lors des consultations administratives.

Les observations et réserves émises par certains services portent en particulier sur la protection des eaux, les possibles nuisances acoustiques et l'interdiction de mettre en décharge des déchets non ultimes.

Ces réserves ont été partiellement prises en compte dans le projet d'arrêté préfectoral (protection du puits contre l'introduction de pollution de surface, surveillance de la température des eaux de refroidissement rejetées dans le Rhin Tortu, stockages des alcools associés à des capacités de rétention, atelier de charge d'accumulateurs permettant de confiner les fuites éventuelles, dépôt d'hydrocarbures enterré à double paroi avec système de détection de fuite, nécessité de prendre des dispositions pour limiter le bruit afin que les émergences réglementaires soient respectées, interdiction de mettre en décharge des résidus de fabrication de chocolat)

En ce qui concerne la protection des eaux, il doit être noté les dispositions suivantes :

- eaux d'extinction : des obturateurs de bouches d'égout sont disponibles à différents endroits pour retenir des eaux dans la cour,
- en cas de déversement accidentel d'un produit dangereux (a priori limité), des kits de récupération sont disponibles pour le nettoyage.

Par ailleurs, il peut être rappelé :

- qu'une convention de rejet des eaux usées existe avec la Communauté urbaine de STRASBOURG (8 avril 1997),
- qu'il ne s'agit pas d'une extension de l'usine mais de la régularisation administrative d'installations existantes.

b) Sur l'avis du Conseil municipal

L'avis du Conseil municipal est favorable mais assorti de réserves portant sur la protection des eaux et l'interdiction de mise en décharge de déchets non ultimes. Le Conseil municipal note aussi la volonté de l'exploitant de prendre des mesures concrètes pour améliorer la situation acoustique rue de Schachenfeld.

Il a en partie été tenu compte des réserves émises sur la protection des eaux. (protection des ressources contre les phénomènes de retour d'eau, dispositions permettant de retenir des rejets accidentels). L'interdiction de mettre des déchets non ultimes en décharge (résidus de chocolat) ainsi que la neutralisation du réservoir enterré inutilisé depuis l'abandon du fioul lourd figurent aussi dans le projet d'arrêté.

Par contre, l'installation d'un réseau de contrôle de la qualité des eaux souterraines n'apparaît pas comme étant indispensable au regard du risque existant (à noter que le fioul domestique stocké sur place l'est dans un réservoir enterré à double paroi avec système de détection de fuite).

Quant à la situation acoustique rue de Schachenfeld, le projet d'arrêté impose à l'exploitant de prendre toutes les mesures nécessaires afin de respecter les dispositions réglementaires avant le prochain contrôle des émissions sonores (1<sup>er</sup> mars 2004).

#### **IV. CONCLUSION DE LA DIRECTION RÉGIONALE DE L'INDUSTRIE, DE LA RECHERCHE ET DE L'ENVIRONNEMENT**

L'usine "SUCHARD" présente globalement peu d'inconvénients pour l'environnement.

Il doit être souligné qu'elle a évolué favorablement ces dernières années pour limiter son impact environnemental et réduire les risques de sinistre :

- abandon d'activités générant des odeurs ,
- abandon du fioul lourd pour les installations de combustion ,
- création de locaux spécifiques pour la charge des batteries et le stockage des alcools de bouche,
- mise hors service de l'un des 2 silos,
- chaudières et installations de réfrigération relativement récentes.

Par ailleurs, la surveillance des effets des installations de l'usine sur l'environnement va se traduire par des contrôles périodiques plus fréquents (bruit, air, eau).

Il est proposé au Conseil départemental d'hygiène d'émettre un avis favorable au projet d'arrêté préfectoral présenté et régulariser ainsi la situation administrative de la Société KRAFT FOODS.

L'Inspecteur des installations classées



Vu et transmis avec avis conforme

Pour le Directeur régional,  
Le Chef du Groupe de Subdivisions du Bas-Rhin

